

Dossier n° DP 008 480 22 A 0041



Date de dépôt : **09 juin 2022**
Demandeur : **Monsieur LAMBERT Didier**
Adresse du terrain : **16 Rue Jules Guesde 08000 VILLERS-SEMEUSE**

Le panneau d'affichage prévu à l'article A. 424-15 indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

ARRÊTÉ **de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable** **au nom de la Commune de VILLERS-SEMEUSE**

Le Maire de VILLERS-SEMEUSE,

Vu la déclaration préalable présentée le 09 juin 2022 par Monsieur LAMBERT Didier demeurant au 16 rue Jules Guesde 08000 VILLERS-SEMEUSE ;

Vu l'objet de la déclaration : création d'un appenti à l'arrière de la maison sur un terrain situé 16 rue Jules Guesde 08000 VILLERS-SEMEUSE d'une superficie de 717.00 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le P.L.U. approuvé le 4 février 2009 et Révision Simplifiée du 17 janvier 2013;

Vu la modification du P.L.U. le 09 janvier 2019 avec une opposabilité du 16 février 2019;

Considérant que le projet objet de la déclaration consiste, sur un terrain situé 16 rue Jules Guesde 08000 VILLERS-SEMEUSE, en la réalisation d'une terrasse de 10m² et d'un appenti ouvert à l'arrière de la maison et avec les caractéristiques suivantes :

- l'appenti sera constitué d'une charpente en bois et 3 poteaux boisseaux en béton
- les dimensions seront 7,5m x 4,5m pour une emprise au sol de 33,75m²
- les hauteurs seront de 2,30m pour la maximale et de 2m pour la minimale
- la toiture en bac acier sera de ton schiste
- un muret de parpaings 20cm x 20cm délimitera l'emprise de l'appenti;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

- Les matériaux utilisés devront dans le choix, l'aspect, la teinte, ne pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants.
- Pendant toute la durée du chantier, le pétitionnaire devra veiller, d'une part à ce que les véhicules ou engins utilisés sur place par les entreprises et débouchant sur le domaine public n'apportent aucune nuisance ni gêne aux riverains immédiats et, d'autre part à ce que toutes dispositions soient prises pour ne pas souiller les voies publiques.

Fait le 05/07/2022

Le Maire,



Didier Dupuy
DUPUY

2022-07-05 15:47:14

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif de Châlons en Champagne peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à 424-19, est disponible à la Mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaires de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.